



Pour des élections libres et équitables, la libération de tous les prisonniers/ères politiques et des réformes constitutionnelles en Biélorussie

Nous – le Congrès du PS Suisse – déclarons notre solidarité avec toutes celles et tous ceux qui manifestent et protestent pacifiquement dans l'ensemble de la Biélorussie depuis des semaines. Nous soutenons leurs revendications légitimes en faveur d'élections libres et équitables, de la libération de tous les prisonniers/ères politiques, d'un dialogue politique impliquant toutes les principales forces concernées et de réformes constitutionnelles globales.

Nous réaffirmons notre solidarité avec le Parti social-démocrate biélorusse, Hramada (Assemblée du peuple), avec lequel nous cultivons une amitié de longue date par l'intermédiaire de l'Alliance progressiste (PA) – le réseau de plus de 140 partis sociaux-démocrates des cinq continents.

Nous réitérons notre soutien à la résolution de l'Alliance progressiste du 18 septembre 2020 sur la situation en Biélorussie, qui se félicite notamment des sanctions ciblées prises par l'Union européenne contre les responsables de la fraude électorale et des violations systématiques des droits humains en Biélorussie.

Nous sommes solidaires de celles et ceux qui sont en grève. Des membres des comités de grève et des syndicats ont été menacés de violence et de licenciement, et plusieurs d'entre eux ont été emprisonnés. Cela est inacceptable. Le droit de grève est un droit fondamental et il doit être respecté.

Nous sommes solidaires de toutes les nombreuses femmes qui jouent un rôle clé dans les manifestations contre le président illégitime, Alexandre Loukachenko, et qui méritent notre respect particulier ; c'est une évolution encourageante pour l'avenir de la Biélorussie. Parallèlement, nous condamnons la violence croissante des forces de sécurité envers les femmes.

Nous considérons que le communiqué de presse publié par le Département fédéral des affaires étrangères le 11 août 2020 est totalement insatisfaisant ; il reste silencieux sur les violations flagrantes commises dans le cadre de la pseudo-élection présidentielle qui s'est tenue le 9 août 2020 en Biélorussie. De plus, face aux intimidations et aux violations systématiques des libertés fondamentales des manifestants pacifiques, il se contente d'appeler à la « modération » et à la « retenue ».

Nous approuvons la résolution beaucoup plus incisive du Parlement européen du 17 septembre 2020 sur la situation en Biélorussie ainsi que celle du Conseil des droits de l'homme des Nations unies du même jour.

Nous invitons le Conseil fédéral suisse...

- ... à rejeter – comme le Conseil européen et le Parlement européen – les résultats de la pseudo-élection présidentielle biélorusse du 9 août 2020, car cette élection n'a été ni libre ni équitable et s'est déroulée en violation flagrante de toutes les normes internationalement reconnues ; la Suisse devrait souscrire à leur déclaration et, donc, ne plus reconnaître Alexandre Loukachenko comme président de la Biélorussie à la fin de son mandat actuel ;
- ... à condamner dans les termes les plus fermes la terrible violence utilisée par les forces de sécurité contre des manifestant-e-s pacifiques dans toute la Biélorussie depuis l'apparition de grandes manifestations contre le régime de Loukachenko avant et après les élections
- ... à réaffirmer, en accord avec le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, le rôle important de la société civile dans la défense des droits humains et à soutenir son appel au gouvernement de la Biélorussie à permettre une enquête indépendante, transparente et impartiale sur toutes les violations des droits de humains, y compris le recours généralisé à la torture contre les prisonniers et les prisonnières ;
- ... à demander, comme le Parlement européen, la fin des arrestations arbitraires et la libération de tous les prisonniers et prisonnières politiques en Biélorussie, y compris – explicitement – les membres du Conseil de coordination et les candidats à la présidence. Les déclarations de Maria Kolesnikova, selon lesquelles elle a été menacée de violence physique, d'une longue peine de prison et même d'assassinat, doivent être prises au sérieux et faire l'objet d'une enquête appropriée ;
- ... à reconnaître le Conseil de coordination comme une représentation intérimaire de la population appelant à un changement démocratique en Biélorussie, ouverte à tous les acteurs politiques et sociaux ;
- ... à rappeler à la Biélorussie son obligation, en tant que membre de l'OSCE, de garantir le respect des droits humains et des normes démocratiques de base, à soutenir fermement la proposition de la présidence en exercice de l'OSCE d'aider la Biélorussie à établir un dialogue en vue de la tenue de nouvelles élections dans des conditions libres et équitables et à inviter en temps opportun l'OSCE à envoyer une mission d'observation en Biélorussie ;
- ... à ne pas tomber dans le piège tendu par le président illégitime Loukachenko, qui tente de réinterpréter la crise chez lui comme une confrontation entre la Russie et l'Occident, mais, bien plutôt,
- ... à appeler sans équivoque Loukachenko à accepter la nouvelle réalité, à venir à la table des négociations, à entamer un dialogue politique avec l'opposition et à tenir enfin sa promesse de prendre des mesures en vue d'une réforme constitutionnelle ;

- ... à appeler la Russie à reconnaître et à respecter la volonté du peuple biélorusse en matière de démocratie et de liberté et à user de son influence, en étroite concertation avec la communauté internationale, pour instaurer un dialogue global au sein de la Biélorussie, plutôt que de miner l'avenir démocratique de la Biélorussie par des gestes de menace et de répandre la désinformation sur la Biélorussie. La Suisse doit jouer un rôle actif pour dénoncer cette désinformation en tant que telle ;
- ... à veiller à ce que la Suisse soutienne la décision de l'Union européenne d'imposer des sanctions aux personnes responsables de la falsification des résultats des élections ainsi que des mesures répressives en Biélorussie ; à suivre l'exemple des États baltes et à inclure Aleksander Loukachenko dans cette liste de sanctions ; à veiller à ce que la liste des personnes devant faire l'objet de sanctions soit élargie pour inclure un nombre significatif de fonctionnaires de haut et moyen rang et d'entrepreneurs connus pour soutenir le régime ou, selon le cas, pour inclure des personnes connues pour être responsables des élections frauduleuses (en Biélorussie) ou qui ont licencié des travailleurs et des travailleuses pour avoir participé à des grèves. Des sanctions ciblées intelligentes telles que des interdictions d'entrée et le gel des comptes bancaires sont un signe nécessaire de solidarité avec les objectifs de l'opposition biélorusse ;
- ... à aider la Biélorussie à renforcer le système de santé et à mettre en place un corridor humanitaire pour recevoir les personnes particulièrement vulnérables et celles qui ont été victimes de violences à motivation politique et leur fournir des soins médicaux ;
- ... à intensifier les contacts directs entre les personnes en soutenant les ONG biélorusses indépendantes, les organisations de la société civile, les défenseurs des droits de l'homme, les représentant-e-s des médias et les journalistes indépendant-e-s, en offrant aux jeunes Biélorusses des possibilités d'études supplémentaires en Suisse et en mettant en place un programme de bourses pour les étudiant-e-s et les enseignant-e-s qui ont été expulsé-e-s des universités biélorusses à cause de leur opinion/attitude pro-démocratique.